

« Tebboune séduit l'Amérique » ? Voire ...

- Actualité politique nationale -

Publication date: jeudi 20 juillet 2017

Description:

En grosses lettres le quotidien *l'Expression* du 2 juillet annonce en Une « Tebboune séduit l'Amérique ». [...]

Ce n'est pas la première fois que des quotidiens de la presse nationale rapportent, avec de grandes satisfactions, les propos faussement élogieux adressés par des puissances étrangères au pouvoir dans des formes qui laissent deviner la soumission de nos gouvernants. Des flatteries à répétition comme pour faire admettre aux Algériens qu'il est impossible d'accéder à une véritable souveraineté nationale.

Certains diront qu'il ne s'agit que d'excès de zèle de journalistes mais l'analyse de la politique suivie par l'Etat depuis près de deux décennies montre qu'il s'agit d'un aboutissement logique. Satisfaire les désirs des grandes puissances impérialistes pour ne pas provoquer leur colère,

T.Gh

20.07.17

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

En grosses lettres le quotidien *l'Expression* du 2 juillet annonce en Une « *Tebboune séduit l'Amérique* ». Une grande performance à en juger d'après la teneur des commentaires pleins d'éloges dont le journaliste couvre de la tête aux pieds le nouveau chef du gouvernement à peine installé.

« Abdelmadjid Tebboune vient donc d'accrocher une autre pointe à son tableau. Car se faire délivrer un blanc-seing par le géant de l'économie mondiale en ces temps de crise financière et d'affaissement des prix du baril, il ne peut espérer mieux ».

Ce n'est pas la première fois que des quotidiens de la presse nationale rapportent, avec de grandes satisfactions, les propos faussement élogieux adressés par des puissances étrangères au pouvoir dans des formes qui laissent deviner la soumission de nos gouvernants. Des flatteries à répétition comme pour faire admettre aux Algériens qu'il est impossible d'accéder à une véritable souveraineté nationale.

Certains diront qu'il ne s'agit que d'excès de zèle de journalistes mais l'analyse de la politique suivie par l'Etat depuis près de deux décennies montre qu'il s'agit d'un aboutissement logique. Satisfaire les désirs des grandes puissances impérialistes pour ne pas provoquer leur colère, c'est un souci permanent du pouvoir qui essaye de les caresser dans le sens du poil. Ce comportement ne fait qu'attiser l'appétit de ces puissances insatiables encouragées à exiger encore plus pour mériter leur indulgence. En plus des dividendes importants qu'elles en tirent elles arrivent à terme à créer un fossé qui sépare les masses populaires du pouvoir politique. C'est ce qui est en train d'arriver en Algérie. Les résultats des précédentes élections législatives en sont une preuve irréfutable.

Les conséquences de cette politique, l'Algérie les payera pendant longtemps. Une politique qui a méprisé tout ce que l'Algérie a édifié depuis son indépendance et qui a fini par émousser les ambitions patriotiques de trois générations d'Algériens. Les plus jeunes d'entre eux préfèrent traverser la mer méditerranée à bord d'embarcations de fortune au prix de leurs vies que de continuer à supporter le déni dont ils font l'objet de la part des gouvernants.

Les programmes de tous les précédents gouvernements ont ignoré de manière délibérée les capacités matérielles et humaines que recèle le pays, capables de prendre en charge le développement sans l'aide d'aucune partie étrangère, et chèrement édifiées depuis l'indépendance. Ces gouvernements ont préféré confier des projets de grande envergure à des sociétés étrangères dont les compétences sont de loin inférieures à celles des entreprises nationales.

Le programme de Tebboune ne diffère en rien de ceux de ses prédécesseurs, et il ne peut pas l'être tant il est le fruit des mêmes calculs de classe. Les objectifs visés ne sont l'aboutissement d'aucune stratégie, c'est une liste de vœux pieux. Les moyens identifiés sont les mêmes que ceux essayés, sans succès, par les précédents gouvernements, depuis plus de 30 ans, car il s'agit de facteurs sur lesquels ils ne peuvent avoir aucune maîtrise. Continuer encore à croire au partenariat gagnant-gagnant, au transfert technologique et au partenariat public-privé sans mettre en place une stratégie édictée sur des soubassements scientifiques et techniques, relève de la naïveté sinon de l'aventure sans lendemain pour ne pas dire autre chose.

Pourtant ce n'est pas la matière qui manque pour tirer les enseignements des vingt dernières années marquées par des résultats négatifs en tous points de vue, fruits de répétitions successives de mêmes démarches et méthodes construites sur des facteurs chimériques au mépris des potentiels humains et matériels nationaux qui n'ont rien à envier à ceux ramenés de l'étranger.

Quel est le bilan des opérations de partenariat réalisées avec les partenaires considérés comme leaders dans leurs domaines ? Qu'ont ils apporté en matière de maîtrise du métier, de management, de transfert technologique, de développement économique etc.? Citons les plus importants LAFARGE, LINDE, SUEZ, RATP,

HENKEL, BTK, ADP (Aéroport De Paris), AIR LIQUIDE, etc ... Les entreprises dans lesquelles ces soi-disant partenaires sont impliquées n'ont pas connu de changement dans le bon sens. Elles ont plutôt régressé.

Ces partenaires n'ont apporté ni expertise ni transfert technologique et encore moins d'économie puisqu'ils transfèrent une partie des résultats vers leurs pays d'origine. Le prix du ciment est devenu prohibitif, la qualité des gaz industriels a chuté au point où les utilisateurs préfèrent les gaz importés, la production de la carrosserie industrielle de Bouchekif est passée de 1400 unités/an à 200/unités, etc ... Au lieu de faire le bilan de ce partenariat, un bilan qui s'impose comme une urgence, on continue à fermer les yeux et à suivre la même voie de manière à la perpétuer puisque certaines sources rapportent que l'Etat confiera pendant 30 ans la gérance de l'aéroport d'Alger, de quelques ports et de bien d'autres infrastructures à des sociétés étrangères.

Le nouveau premier ministre, a cité lors de la présentation de son programme à l'APN et au Sénat, plusieurs réalisations. Il a parlé entre autres de 95 centres universitaires où étudient plus d'un million d'étudiants. Ce qui est frappant c'est aucun des élus ne lui a posé de questions sur leur avenir et sur le rôle de ces 95 centres universitaires dans le développement du pays. Car, normalement, un pays doté de 95 centres universitaires n'a pas besoin de faire appel aux étrangers pour venir lui apprendre à gérer l'eau, l'aéroport, les métros, les sports, lui apprendre à construire des bâtiments, à réaliser des routes, à faire fonctionner ses usines.

Comment en est-on arrivé à ce point lorsqu'on sait que l'Algérie faisait tout cela par ses propres ingénieurs, techniciens et ouvriers ? Elle a construit des villes complètes, des routes, des écoles, des voies de chemins de fer. Elle a fabriqué dans ses usines des camions, des bus, des tracteurs, des grues, des pelles mécaniques, des pompes, des frigidaires, des wagons de trains, des téléviseurs, des radioscopiques, des machines-outils, des moteurs électriques, des transformateurs et la liste est encore longue. Le taux d'intégration de ces produits a été supérieur à 50%.

Ignorer les capacités matérielles et humaines qui ont servi à la production de ces produits relève d'une stratégie de soumission de l'Algérie au diktat des institutions impérialistes et de leurs valets à l'intérieur du pays qui se cachent dans les différents secteurs d'activité. Certaines voix qui soutiennent la démarche actuelle, qu'elles qualifient de programme du Président, répètent à l'envi qu' « on ne retournera plus aux années soixante-dix ».

Ce credo des valets des multinationales et des rapaces autochtones veut dire, sans qu'ils n'osent l'exprimer ouvertement, qu'il est hors de question de faire du secteur public le moteur du développement industriel et technologique dans le cadre d'un développement planifié à l'échelle centrale.

Mais à cette allure on ira certainement plus loin, à avant ... 1954 !

T.Gh
20.07.17